MINISTÈRES
ÉDUCATION
JEUNESSE
SPORTS
ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR
RECHERCHE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction des affaires financières

Secrétariat général
Mission des affaires générales,
de l'informatique et des ressources humaines
Unité des Études et des affaires générales
DAF MAGIRH / UEAG
DAF-D2025-008630

Paris, le - 8 SEP. 2025

Le Secrétaire général

à

Monsieur le Président
de la sixième chambre de la Cour des comptes

G:\serrero\2025-Communications\2025-46-INCa-2019-2024-ODP\INCa-2019-2024-ODP-PROJETrepMIN V0_Sans modifs.docx

Objet : **Réponse au relevé d'observations définitives de la Cour des comptes : « L'Institut national du cancer – exercices 2019 à 2024 »**

Référence : Votre lettre n° S 2025-1212-4 du 29 juillet 2025

Par lettre citée en référence, vous avez adressé un relevé d'observations définitives, destiné à être publié, élaboré au terme du contrôle des comptes et de la gestion de l'Institut national du cancer (INCa) sur les exercices 2019 à 2024.

À titre liminaire, le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (MENESR) rappelle que l'INCa joue un rôle central dans la coordination de la recherche, de la prévention, du dépistage, des soins et de l'accompagnement des patients. Il finance et soutient la recherche innovante afin d'accélérer les avancées scientifiques et thérapeutiques. Depuis sa création, il contribue activement à la mise en œuvre successive des Plans Cancer, puis de la stratégie décennale de lutte contre les cancers en suivant les priorités stratégiques nationales.

Son action a permis des progrès notables en termes de réduction des inégalités d'accès aux soins, d'amélioration du dépistage et d'une meilleure coordination des parcours de soins. Par son rôle fédérateur, l'INCa demeure un pilier incontournable de la recherche et de la politique de santé publique en oncologie en France.

À ce titre, le MENESR souhaite apporter des compléments au rapport sur plusieurs éléments d'ampleur stratégique à prendre en considération pour le prochain contrat d'objectifs et de performance de l'INCa :

- La projection d'un « INCa 2030 » et la réflexion stratégique associée, incluant des questions de positionnement et d'organisation, essentielles pour anticiper les enjeux de la cancérologie de demain : soutenabilité, « Heath économie », recherche transformative, stratégie de prévention personnalisée, données en santé, santé numérique… ;
- La dimension européenne et internationale que doit porter l'INCA, ce dernier étant le *porte-drapeau* de l'oncologie française dans un contexte international concurrentiel. Il convient que l'Institut s'implique pleinement dans les projets européens sur les données en santé comme European cancer patient digital centre et EUCan de la *« Mission Cancer »*, et continue sa participation à d'autres projets internationaux comme *Grand cancer Challenge* ou encore le centre international sur la recherche sur le cancer ;
- Le positionnement de l'Institut dans le paysage institutionnel français, notamment en lien avec la nouvelle agence de programmes en santé portée par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale.

Au-delà de ces considérations, quatre recommandations formulées par ce rapport appellent les remarques suivantes émanant de la direction générale de la recherche et de l'innovation (DGRI) du MENESR.

Recommandation n° 1 : « Mutualiser certaines fonctions support (dans le domaine des ressources humaines, des achats et de la commande publique notamment) entre agences sanitaires » (page 23).

Cette recommandation poursuit un objectif de rationalisation. Cependant, pour le MENESR, il semble assez complexe que certaines fonctions soient exercées au sein d'agences sanitaires qui ne relèvent pas de sa tutelle. Les évolutions possibles devront être étudiées sous cet angle, le cas échéant.

Recommandation n° 3 : « Inclure dans le prochain contrat d'objectifs et de performance (COP) des indicateurs permettant au GIP et aux ministères de tutelle un suivi de l'efficience des fonctions support s'appuyant sur des indicateurs chiffrés » (page 28).

Le MENESR souscrit à cette recommandation au regard des points soulevés dans le rapport et dans la perspective d'une bonne gestion de l'Institut.

Recommandation n° 6 : « À l'occasion de la définition des priorités de la seconde étape de la stratégie décennale et de la conclusion du prochain COP, déterminer les perspectives budgétaires pluriannuelles de l'INCa » (page 39).

Cette préconisation de la Cour s'inscrit dans la continuité des travaux prévus en 2025 pour la seconde étape de la stratégie décennale. Celle-ci devra afficher de façon plus simple et plus claire les objectifs et les perspectives envisagés sur ce quinquennat. La détermination d'indicateurs d'efficience ciblés de la lutte contre le cancer pourra prendre exemple sur ce qui est produit par l'Union européenne (*EU Country Factsheet*). Le point sur les perspectives budgétaires sera examiné au regard des contraintes budgétaires actuelles.

Recommandation n° 7 : « Collecter les données permettant de connaître le montant et l'évolution des financements de la recherche en oncologie » (page 44)

Un travail est en cours avec l'INCa afin que ce dernier fournisse au ministère, de manière plus analytique, la réalité des dépenses effectuées avec le programme 172 et avec les financements du ministère chargé de la santé.

Le Secrétaire général

Thierry LE GOFF